

UNE CRÉATIVITÉ ÉCONOMIQUE PRÉCIEUSE ET FRAGILE

*par Vincent Berthet **

« Un défilé de mode en public avec nos créations, c'est plus que de l'insertion ! » (1)

Bien sûr, c'est le plus repérable, des pâtisseries tunisiennes livrées juste à temps, des poulets *yassa* « cuits chez vous », des fourgons-kebab... Mais aussi, et peut-être plus souvent, si l'on se base sur les démarrages d'activités réels et non seulement projetés, des ateliers de confection-crétion et autres formes d'artisanat, des services aux personnes (coiffure, esthétique, écriture publique, garde d'enfants semi-collectives...), des commerces et d'autres activités tertiaires, parfois *high tech*, d'une surprenante variété.

Pour peu qu'on y prête attention, les quartiers d'habitat social fourmillent d'éclats de créativité économique ; pour une part, ils sont ancrés dans ces pratiques dont on ne sait pas jusqu'où il faut les dénommer services mutuels ou travail « gris », plus ou moins foncé.

Des ambitions légitimement modestes

Qu'elles proviennent de Français de souche, de Français d'origine immigrée ou d'étrangers, ces volontés d'exister sur le plan de l'économique paraissent avoir trois points en commun.

En premier lieu, elles sont surtout l'affaire d'individus ou de petites cellules familiales (2). La « matrice » des nombreux Espagnols, Portugais et Italiens installés entre frères comme artisans en platerie-peinture ou maçonnerie, dès les années 1960, subsiste en se diversifiant. « Nous aurions pensé que les projets collectifs allaient être plus nombreux », remarque Manuella Boone, du dispositif municipal d'aide à la création d'activités de Saint-Fons, près de Lyon.

Non sans lien avec le point précédent, ces pré-projets d'entreprises qui émergent, ou qui sont en maturation sans être rendus publics, sont conçus par leurs porteurs, au moins au départ, comme restreints. Car, s'ils disposent ou croient disposer d'un savoir faire, ils n'ont rien ou presque pour se lancer (3). Ils perçoivent assez bien l'appui qu'ils pourront trouver, pour vendre leurs productions ou leurs prestations, dans leur environnement social immédiat (quartier, « communauté »...) ; mais ils sont très démunis quant au moyen d'acquérir, ce qu'ils savent indispensable, une surface commerciale plus large. « J'ai bien repéré,

* Economie & Humanisme.

Article construit avec la coopération de l'IR DSU et de M.-H. Benchaabane, M. Boone, H. Marin-Lamellet, R. Padrun, C. Royon, A. Tamedou, M. Telli-Mougel, M.-C. Vitali.

(1) Une des membres du groupe de création-mode « *Les filles des Rési-crétion* » (Belfort), soutenu par la Régie de quartier de Belfort-Les Résidences.

(2) Conjoints, frères, frère-sœur, mère-fille...

(3) Finances, matériel, matériaux, locaux...



explique Aïssa Tamedou, installée avec son frère comme artisanne polyvalente tissus-confection-mode dans le quartier Nord de Blois, qu'il n'y a plus sur le centre-ville un seul magasin de tissus. Mais, pour que les clients viennent acheter chez nous, il faudrait qu'on leur propose un grand choix. Comment je vais le payer, ce stock ? »

Troisième point, lui aussi en corrélation : ces potentiels créateurs d'entreprise sont, pour une grande partie, peu confiants en leurs chances de réussir, et déroutés, voire apeurés, par les contraintes administratives (4). Créer, c'est risquer ; et le statut de chômeur, s'il génère des frustrations matérielles et identitaires, n'est pas forcément le plus propice à une prise de risque, contrairement à ce que prétendent les bons apôtres de la création d'entreprise « facile » pour les chômeurs. « Des habitants, par exemple, ont du mal à basculer du statut d'allocataire RMI à un engagement dans un projet aléatoire », constate sereinement Hélène Marin-Louvellet, coresponsable d'une association d'appui aux initiatives socio-économiques dans le quartier ZUS de Salon-de-Provence. « Il est difficile pour eux de croire que cet engagement soit possible ! »

« La marque que Moussa a créée, c'est notre marque »

En terme d'emplois générés, l'ensemble de ces activités est plus significatif qualitativement que quantitativement. Quinze ou trente emplois, à l'échelle d'un quartier de plusieurs milliers d'habitants, ce n'est bien sûr pas à négliger, d'abord pour ceux qui en vivent – souvent très difficilement et avec des « horaires de fous » – et y ont trouvé à la fois une façon de s'affirmer et une ouverture sur leur ville. Mais attention au mythe du « micro qui marche si bien ! » Ce n'est pas la création d'activités par les habitants qui enrayera la crise globale du chômage. Par contre, il est possible de relever deux effets « sociétaux » de ces nouvelles activités.

En premier lieu, dans le cercle relationnel de leurs porteurs, elles défatalisent l'inactivité, la dépendance sociale et le sentiment d'abandon, à condition qu'elles bénéficient d'un soutien, sous une forme ou une autre, de plusieurs partenaires extérieurs au quartier. « Voir les autres qui se sont lancés, c'est commencer à croire qu'on peut le faire soi-même », résume M. Boone. Les quartiers dans lesquels existe un courant de création – avec un soutien ad hoc – deviennent à proprement parler, sans échapper pour autant à une précarité très prégnante, des « cités de créateurs ». Mais une partie de celles et ceux qui ont réussi quittent leur quartier d'origine, pour des motifs qui peuvent tenir à leur activité elle-même (5). Il est évident que l'ancrage d'une activité (alimentation, services à la personne) dans un quartier lui donne

(4) La difficulté tenant à la complexité de la gestion serait, d'après plusieurs observateurs, à relativiser. « Les Turcs qui se lancent ont des épouses qui, par choix ou non, ont presque toutes appris la compta à l'école », souligne par exemple M.-C. Vitali (ZFU, Blois-Nord).

(5) Une agence de voyages, un atelier d'assemblage et de vente de matériel informatique, ou même une boutique de tatoueur se développent mieux en centre-ville ou dans un autre lieu passant.

une certaine stabilité ; mais en même temps, elle la condamne à rester petite si elle ne franchit pas les frontières de ce quartier.

N'empêche, et c'est le second apport à souligner, ces créations sont, en règle générale, favorables pour l'image des quartiers. Elles contribuent d'abord à les revaloriser aux yeux de leurs habitants. « Car le quartier s'identifie à ce qu'on y fait, ce qui s'y passe, ce qu'on y produit », évalue H. Marin-Lamellet (6). La réussite d'un projet économique, surtout s'il est collectif, c'est un peu la réussite du quartier. Les activités économiques redressent aussi la représentation du quartier, et de ses résidents, qu'ont les autres habitants de la ville. « Le regard de ceux qui deviennent usagers de la friperie ou de notre activité pâtisserie se déplace, témoigne Marie-Hélène Bouchaabane, co-responsable de cette boutique atypique qui a vu le jour dans un quartier ancien et très dévalorisé de Lunéville. Ils identifient maintenant les femmes du groupe à ce qu'elles savent faire. Et un petit mouvement de personnes venant de l'extérieur vers ce quartier s'est amorcé. »

On l'aura compris : le parcours de ces habitants-entrepreneurs est jalonné de difficultés ; les facteurs de fragilité de leur activité qui proviennent de leurs conditions personnelles d'existence (7) se cumulent avec les aléas propres à toute création d'entreprise. Et leur enracinement dans leur quartier, en admettant qu'il joue à plein, peut être considéré comme un tremplin court.

Des formes diverses d'accueil, d'appui à la maturation des projets, de co-financement, d'accompagnement, d'aide au démarrage de partenaires et de clients s'imposent donc (8). Elles demandent aujourd'hui à être amplifiées, diversifiées, notamment sur le plan du financement au delà de la phase initiale. En un certain nombre de lieux, et pour autant que les habitants créateurs soient compétents et se positionnent sur un marché réel et solvable, des structures d'accompagnement ont fait leurs preuves. Assez souvent, sont conjuguées des formes d'appui personnalisé et des formations ou sessions collectives de suivi des projets.

On ne peut qu'insister sur la fécondité de tout ce qui se passe, formellement ou non, entre entrepreneurs, y compris entre ceux qui débute et ceux qui ont quelques mois ou années d'expérience. À ce titre, les coopératives d'activité et d'emploi, telle que celle de « La Coursive » à Saint-Fons, s'avèrent particulièrement adaptées : ce type de structure accompagne mieux que toute autre le glissement progressif d'une identité de salarié ou de chômeur à une identité d'entrepreneur, tout en étant, par son organisation même, un espace d'échange et de services partagés.

Vincent Berthet

(6) Cf. p. 18, l'article sur les mosaïques d'un quartier de Chartres.

(7) Très faible capital disponible, difficulté à trouver dans leur entourage des garants vis-à-vis des banques, « capital relationnel » réduit...

(8) Les zones franches urbaines ainsi qu'un certain nombre de contrats de ville ont prévu un accompagnement dans ce domaine. Mais cela ne résout pas forcément la question cruciale des locaux, ni celle du financement. Plusieurs associations locales ou nationales interviennent également en appui (conseil, co-financement, avances...) mais avec des moyens réduits.